



«Il faut geler les primes maladie pour 2020»

SANTÉ Le président des médecins romands Philippe Eggimann monte au front contre les suspicions dont la profession fait l'objet. S'il refuse de tomber dans l'alarmisme à propos des coûts de la santé, il se demande comment réformer un système performant mais cher

MICHEL GUILLAUME

🐦 @mfguillaume

Le système de santé suisse a beau être un des meilleurs du monde, il a besoin d'une réforme qui est en plein chantier. Dès lors, Philippe Eggimann, le nouveau président de la Société médicale de la Suisse romande, s'active au four et au moulin pour défendre ses pairs sur de nombreux dossiers, des salaires controversés des médecins aux primes d'assurance maladie qui grimpent plus vite que les coûts. Il fait front et lance même une contre-offensive: «Il faut geler les primes maladie pour 2020», réclame-t-il à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

Philippe Eggimann n'a pas vraiment eu le temps de se demander quelle profession il embrasserait dans sa vie. «Je suis né dans le cabinet de médecine générale de mon père Daniel», avoue-t-il d'emblée. Il découvre vite un métier de contact fascinant: chaque après-midi, ce papa partait faire la tournée de ses patients. Lorsqu'il est étudiant, il l'accompagne. Et même s'il s'aperçoit qu'au fil des ans ce métier perd en diversité et parfois étouffe sous les «chicanes administratives», il sera médecin.

Tout au long de sa carrière, l'interniste, qui se spécialise en médecine intensive et en infectiologie, met l'accent sur la qualité des soins. A Genève à la fin des années 90, il participe à la campagne d'hygiène des mains aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Revenu au CHUV en terre vaudoise, il s'attelle avec succès à la diminution des infections nosocomiales liées aux cathéters. «Grâce à l'introduction de bonnes pratiques, nous avons divisé le nombre d'infec-

tions par dix entre 2006 et 2016», se réjouit-il en précisant qu'il a donné des conférences dans le monde entier à ce sujet.

Une des meilleures médecines du monde

Le système de santé suisse est l'un des plus performants du monde. En témoigne la revue scientifique *The Lancet*, qui fait apparaître qu'entre 1990 et 2015, en matière de qualité et d'accessibilité des soins, l'index suisse est celui qui a le plus augmenté. Les Etats-Unis, où les inégalités face à la santé sont criantes, ne tiennent pas la comparaison. «Leur indice actuel se situe au niveau de celui de la Suisse en 1990», note le patron des médecins romands.

Reste à savoir comment réformer le système certes performant, mais très cher. Dans le dernier baromètre électoral de l'institut Sotomo, la lourdeur des primes, qui ont augmenté en moyenne de 4% ces vingt dernières années, est le souci majeur des électeurs. Philippe Eggimann ne le nie pas, mais il n'aime pas ceux qui cherchent des boucs émissaires avant de se confronter à la réalité d'une Suisse à la démographie à la fois galopante et vieillissante.

«En Suisse, 22% des assurés qui ont plus de 60 ans occasionnent aujourd'hui 52% des coûts. Comment les politiques peuvent-ils faire miroiter une baisse des coûts en tenant compte de ces paramètres démographiques?» s'interroge-t-il.

A chacun sa vérité

Si la Suisse brille par la qualité de ses soins, les acteurs du marché de la santé se déchirent en revanche sur ses coûts et sur l'opa-

cité du système. Chacun d'eux détient sa vérité propre. Philippe Eggimann a consigné la sienne dans une présentation PowerPoint touffue qui fourmille de tableaux, de courbes et d'infographies. Lui aussi réclame davantage de transparence. Il place ses espoirs dans une motion qu'ont déposée Olivier Feller (PLR/VD) et Adèle Thorens (Les Verts/VD), qui réclament tous deux la mise sur pied d'un organisme indépendant de statistiques. Bonne nouvelle: le Conseil fédéral a donné son accord de principe.

C'est un débat épique sur le salaire des médecins qui a mis le feu aux poudres voici un an. Lors d'une émission d'*Infrarouge* sur la RTS, le directeur de l'Office fédéral de la santé publique, Pascal Strupler, affirme «qu'il y a 140 médecins qui facturent des prestations pour plus de 1 million de francs à la charge de l'assurance de base». Une assertion qui fait toujours bondir Philippe Eggimann: «Ce n'est pas vrai: ces chiffres que brandissent les assureurs concernent en fait des cabinets où travaillent plusieurs médecins», rétorque-t-il. Selon les calculs de la FMH, les 18 000 médecins indépendants ont un revenu de l'ordre de 150 000 francs concernant l'assurance obligatoire, ce qui équivaut à un salaire horaire de 63 francs, contre 73 francs pour les avocats. Ce qui n'empêche pas qu'il y ait des médecins millionnaires, mais en tenant compte des revenus sur le compte des assurances complémentaires.

Philippe Eggimann refuse donc de sombrer dans l'alarmisme. Ces dernières années, la hausse des coûts globaux de la santé, de plus



de 80 milliards, a tendance à se tasser. «En 2017, elle s'est élevée à 1,4% seulement, mais les primes ont malgré cela été relevées de 4%

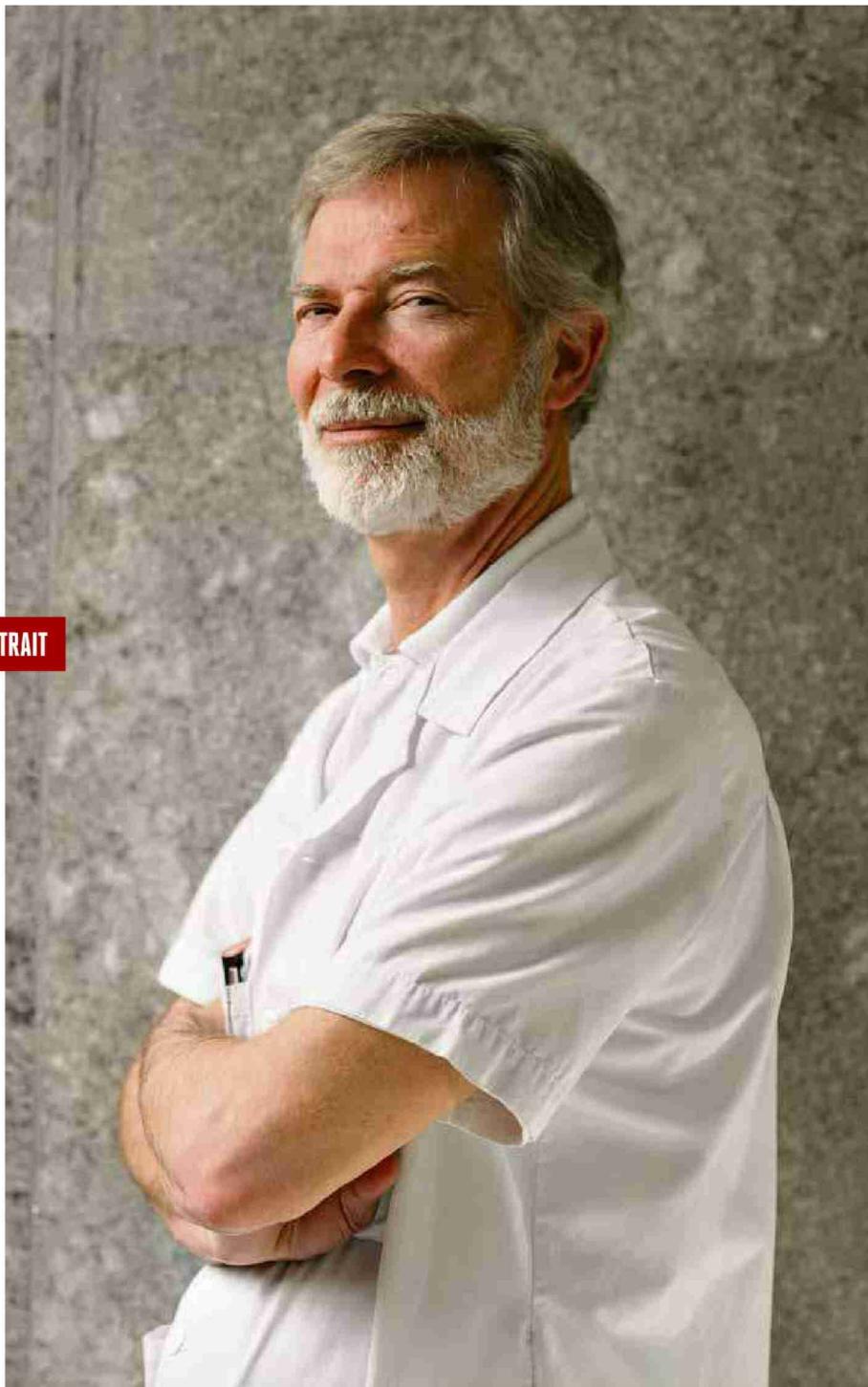
«On pourrait freiner la hausse des coûts en puisant dans les réserves, le temps qu'on fasse de la transparence»

PHILIPPE EGGIMANN

pour 2018», affirme-t-il. Et le phénomène se répète cette année. «Nous réclamons un moratoire sur les primes pour 2020», lance-t-il en pointant un doigt accusateur sur l'OFSP, qui tolère des réserves «beaucoup trop élevées» dans les caisses: il y en a pour 9 milliards de francs. «On pourrait freiner la hausse des coûts en puisant dans ces réserves, le temps qu'on fasse de la transparence», propose-t-il.

En filtrant les «médecins hors normes» – ceux dont les factures dépassent de 30% les tarifs prescrits – et en les obligeant à s'expliquer, les assureurs ont mis les blouses blanches sous pression. «Ce climat de suspicion qui fait que vous êtes soupçonné d'être un tricheur est déplorable, regrette Philippe Eggimann. Certains médecins sont tentés de baisser les bras et d'assurer le service minimum.» Personne n'a rien à y gagner. «A terme, c'est la qualité de la médecine qui est menacée.» ■

PORTRAIT



Philippe Eggimann: «En Suisse, 22% des assurés qui ont plus de 60 ans occasionnent aujourd'hui 52% des coûts. Comment les politiques peuvent-ils faire miroiter une baisse des coûts en tenant compte de ces paramètres?» (EDDY MOTTAZ / LE TEMPS)